

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14, rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple Cedex

Savigny-le-Temple, le **6 FEV. 2022**

**Rapport de l'Inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 31/01/2022

**Contexte et constats**

Publié sur



**SOUFFLET AGRICULTURE (Mouy 49)**

LIEUDIT LE VIEUX MOUY

49, rue des Etangs

77480 MOUY SUR SEINE

Références : 22-0303

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/01/2022 dans l'établissement SOUFFLET AGRICULTURE (Mouy 49) implanté LIEUDIT LE VIEUX MOUY 49, rue des Etangs 77480 MOUY SUR SEINE. L'inspection a été annoncée le 04/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOUFFLET AGRICULTURE (Mouy 49)
- LIEUDIT LE VIEUX MOUY 49, rue des Etangs 77480 MOUY SUR SEINE
- Code AIOT dans GUN : 0006502033
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le site de SOUFFLET AGRICULTURE situé au 49 rue des Etangs à Mouy-sur-Seine est un silo à autorisation au titre de la rubrique 2160-2-a de la nomenclature des installations classées. Compte tenu de l'environnement du site, cet établissement est inscrit sur la liste des silos dits « à enjeux très importants ». Il est autorisé par l'arrêté préfectoral n° 87 DAE 2 IC 140 du 8 septembre 1987 et est soumis aux arrêtés préfectoraux n° 09 DAID IC 174 du 30 juin 2009 et n° 2012/DRIEE/UT77/113 du 13 juillet 2012.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de l'inspection du 01/10/2020
- Plan des réseaux
- Equipements d'intervention en cas d'accidents
- Aires de chargement et de déchargement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Installations électriques	AP Complémentaire du 30/06/2009, article 3.2 du titre 2	/	Lettre de suite préfectorale
Plan des réseaux	AP Complémentaire du 30/06/2009, article 1.2 du titre 5	/	Lettre de suite préfectorale
Moyens d'intervention en cas d'accident - Equipements	AP Complémentaire du 30/06/2009, article 6.1 du titre 2	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Règles d'exploitation	AP Complémentaire du 30/06/2009, article 11.1 du titre 7	/	
Livret de chaufferie	AP Complémentaire du 30/06/2009, article 15 du titre 7	/	
Consignes générales d'intervention	AP Complémentaire du 30/06/2009, article 6.2 du titre 2	/	
Prévention des nuisances sonores et des vibrations	AP Complémentaire du 30/06/2009, article Titre 6	/	
Aires de chargement et de déchargement	AP Complémentaire du 30/06/2009, article 1.2 du titre 3	/	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site de SOUFFLET AGRICULTURE à Mouy-sur-Seine est globalement correctement exploité.

La majorité des constats réalisés lors de l'inspection du 01/10/2020 sont clos. Néanmoins, certains points méritent une attention renouvelée de la part de l'exploitant, afin d'obtenir une conformité complète au regard de la réglementation environnementale.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : Règles d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/06/2009, article 11.1 du titre 7
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant la mise en route du séchoir, il doit être procédé à un nettoyage soigné de la colonne sècheuse et de ses accessoires (systèmes de dépoussiérages, parois chaudes...)  Ces opérations sont effectuées chaque fois que cela est nécessaire pendant la campagne de séchage et en particulier lors d'un changement de produits à sécher.  La colonne de séchage sera totalement vidangée après tout arrêt supérieur à 12h.
<b>Constats :</b> Non-conformité n° 1 de l'inspection du 01/10/2020 : La colonne de séchage n'est pas totalement vidangée après tout arrêt supérieur à 12 h conformément au titre 7 de l'article 11.1 de l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDDIC174 du 30 juin 2009.  Réponse de l'exploitant par courrier du 22/10/2020 : L'exploitant indique s'être réorganisé afin de ne pas réaliser d'arrêt du séchoir pendant plus de 12h en période de séchage. Si toutefois l'arrêt du séchoir pendant plus de 12h était nécessaire, une opération d'extraction serait réalisée toutes les 6h.  L'exploitant a affirmé avoir réalisé plusieurs vidanges, pour tout arrêt du séchoir supérieur à 12h, depuis la dernière inspection. Il profite de cet arrêt pour inspecter le séchoir lors des campagnes de séchage.  --> Constat clos.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Livret de chaufferie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/06/2009, article 15 du titre 7
<b>Prescription contrôlée :</b> Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion et des séchoirs sont portés sur le livret de chaufferie.
<b>Constats :</b> Non-conformité n° 2 de l'inspection du 01/10/2020 : L'exploitant devra justifier des actions engagées suite aux observations émises dans le dernier rapport du contrôle du séchoir établi par la société SATIG du 21 janvier 2020 et mettre en place un registre conformément à l'article 15 du titre 7 de l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDDIC174 du 30 juin 2009.  Réponse de l'exploitant par courrier du 19/01/2021 : L'exploitant indique que toutes les préconisations présentes dans le dernier rapport de la société SATIG sur l'installation de séchage seront mises en œuvre au plus tard avant la prochaine campagne de séchage. Il confirme mettre en place un cahier de séchage au niveau de l'installation qui sera utilisé lors de la prochaine campagne de séchage.  L'exploitant a présenté la facture des travaux réalisés sur le séchoir avant la campagne de séchage de 2021. Un cahier de séchage renseigné toutes les heures a bien été mis en place.  --> Constat clos.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/06/2009, article 3.2 du titre 2
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation électrique est conçue, réalisée et entretenue conformément à la réglementation en vigueur et le matériel est conforme aux normes françaises et européennes qui lui sont applicables.  Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit et tout échauffement.  La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.  Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.  Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.  Les matériels électriques sont étanches aux poussières.  Il n'y a pas de moteurs dans les cellules de stockage fermées.
<b>Constats :</b> Non-conformité n° 3 de l'inspection du 01/10/2020 : L'exploitant devra justifier les actions engagées suite aux écarts identifiés dans le rapport électrique ICPE des continuités des liaisons équipotentielles du 9 décembre 2019 conformément à l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDDIC174 du 30 juin 2009.  Réponse de l'exploitant par courrier du 19/01/2021 : L'exploitant a fourni le dernier rapport électrique ICPE des continuités des liaisons équipotentielles du 02/12/2020. Il affirme que les observations mentionnées dans ce rapport seront levées par la société STELEC au plus tard le 31/03/2021.  L'exploitant a présenté son dernier rapport de contrôle des installations électriques du 27/10/2021. Les 4 premières observations ont été levées, la 5ème "Certains câbles de sécurité intrinsèques ne sont pas blindés et ne sont pas repérés par la coloration bleue" fera l'objet d'une intervention vers le 15/2/2022. Cette observation avait déjà été signalée précédemment.  -> Suite à ce constat, l'exploitant transmettra un justificatif attestant du respect de la dernière observation du rapport de contrôle des installations électriques du 27/10/2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : Consignes générales d'intervention**



**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 30/06/2009, article 6.2 du titre 2

**Prescription contrôlée :**

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Ces consignes sont portées à la connaissance du personnel et affichées. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :

- le plan des installations avec indication ;
- des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;
- les mesures de protection définies à l'article 10 de l'AM du 29/03/04 modifié ;
- les moyens de lutte contre l'incendie ;
- les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.
- les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;
- et le cas échéant :
  - la procédure d'inertage ;
  - et la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement

L'exploitant doit s'assurer à l'avance, de la mise à disposition rapide en cas d'incident ou d'accident:

- des moyens nécessaires pour surveiller et contrôler l'évolution de la situation (visualisation des zones chaudes, taux des gaz de combustion CO et O<sub>2</sub>, ...) dans la ou les cellules en feu,
- des moyens nécessaires à la surveillance des températures dans les cellules susceptibles d'être impactées, par effet domino de l'incident ou exposées au risque d'auto-échauffement,
- des moyens de lutte contre l'incendie, notamment pour ce qui concerne les réserves d'émulseurs, et de gaz inerte le cas échéant , et pour ce qui concerne l'éventuelle réalisation de piquages supplémentaires,
- de moyens nécessaires pour réaliser dans un délai court une vidange sûre des cellules,
- ainsi que des moyens organisationnels associés.

Les dispositions correspondantes figurent dans les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence citées ci-dessus.

Le personnel y compris intérimaire et saisonnier est entraîné à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site.

L'exploitant réalise tous les deux ans un exercice d'incendie de silo, afin de vérifier l'efficacité des dispositions contenues dans les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence.

L'inspection des installations classées et les services d'incendie et de secours sont informés préalablement de la date de cet exercice. Cet exercice doit notamment permettre de vérifier l'efficacité des dispositions organisationnelles, des moyens de lutte contre l'incendie, et le cas échéant, des moyens mis en place pour inerte les cellules.

A l'issue de chaque exercice, un compte-rendu et un bilan des actions correctives sont rédigés, consignés dans un registre et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :** Observation n°1 de l'inspection du 01/10/2020 : L'exploitant devra réaliser l'exercice incendie d'ici la fin de l'année 2020 et transmettre le compte rendu conformément à l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDDIC174 du 30 juin 2009.

Réponse de l'exploitant par courrier du 19/01/2021 : L'exploitant a transmis le compte rendu de l'exercice POI réalisé le 11/12/2020.

Un exercice incendie a été réalisé le 11/12/2020 dont le compte rendu a été transmis à l'inspection. Un prochain sera programmé au cours de l'année 2022.

--> Constat clos.

**Type de suites proposées : Sans suite**

**Nom du point de contrôle : Prévention des nuisances sonores et des vibrations**

**Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2009, article Titre 6**

**Prescription contrôlée :**

Article 1 - Dispositions générales

1.1 - Aménagements

Les installations seront construites, équipées et exploitées conformément à l'arrêté ministériel du 20 août 1985 de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

[...]

Article 2 - Niveaux acoustiques

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant au tableau qui fixe les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles : [voir tableau article 2 titre 6 de l'APC du 30/06/2009]

L'inspecteur des installations classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

**Constats :** Observation n°2 de l'inspection du 01/10/2020 : L'exploitant devra réaliser une nouvelle mesure du niveau acoustique du site à la reprise du séchoir permettant de justifier que son site est conforme au titre 6 de l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDDIC174 du 30 juin 2009.

Réponse de l'exploitant par courrier du 19/01/2021 : L'exploitant affirme avoir demandé le 21/12/2020 à la société DEKRA de procéder à une mesure acoustique sur le site lors de la prochaine campagne de séchage.

Une campagne de mesure du niveau acoustique a été réalisée le 25/11/2021. Les conclusions du rapport indiquent que les émissions sonores du site sont conformes au titre 6 de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2009.

--> Constat clos.

**Type de suites proposées : Sans suite**

**Nom du point de contrôle : Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/06/2009, article 1.2 du titre 5
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.  Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositifs permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...)</li><li>- les secteurs collectés et les réseaux associés</li><li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li><li>- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un plan des réseaux mis à jour le 08/07/2020 en version numérique. Une version imprimée n'était pas disponible. Ce dernier ne fait pas apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation,</li><li>- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature.</li></ul> -> Suite à ce constat, l'exploitant transmettra un plan des réseaux mis à jour et présentant les éléments manquants cités ci-dessus. Il imprimera ce plan en couleur et l'annexera à son POI afin de le tenir à la disposition des services d'incendie et de secours. De plus, il veillera à ce que l'ensemble des documents de son POI soient bien visibles et identifiables.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention en cas d'accident - Equipements**



**Prescription contrôlée :**

L'établissement est pourvu de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.

Les installations de protection contre l'incendie sont correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de cette vérification.

L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.

La défense interne des locaux contre l'incendie est réalisée au moins par des extincteurs portatifs, répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, implantés à proximité des dégagements et bien visibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.

Des colonnes sèches en matériaux incombustibles et conformes aux normes et aux réglementations en vigueur sont implantées dans les tours de manutention et dans les séchoirs de céréales.

Les cellules de stockage des silos béton fermées sont conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie.

L'exploitant doit pouvoir disposer de gaz inerte dans les délais compatibles avec une intervention dans une cellule béton fermée du site.

Une procédure d'intervention accompagne la mise en œuvre de ces dispositifs en précisant notamment la localisation et les caractéristiques du système mis en place.

Sont également mentionnés dans cette procédure :

- les consignes à suivre pour disposer de gaz inerte, notamment en distinguant les différents types de feux (de surface ou à cœur de cellules) ;
- le délai probable d'approvisionnement en gaz inerte ;
- les coordonnées des sociétés susceptibles de délivrer ce gaz. Celles-ci doivent être disponibles à tout moment, et mises à jour aussi souvent que nécessaire.

L'ensemble des moyens d'inertage doit faire l'objet d'une organisation permettant d'en assurer leur caractère opérationnel en permanence.

**Constats :** Les contrôles périodiques des installations de protection contre l'incendie sont réalisés au moins une fois par an et lancés automatiquement.

L'inspection a constaté la présence d'extincteurs répartis à travers le site et bien visibles.

Des colonnes sèches sont présentes sur l'installation et ont fait l'objet d'un contrôle en mars 2021. L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le rapport de contrôle des colonnes sèches, qu'il dit n'avoir jamais obtenu de l'organisme de contrôle.

L'inertage par gaz en cas d'incendie a été prévu dans la conception des cellules. Une procédure d'intervention est disponible dans le POI. Cette dernière présente les consignes à suivre en distinguant les différents types de feux, le délais probable d'approvisionnement en gaz inerte de 10h, les coordonnées des sociétés susceptibles de délivrer ce gaz dans un annuaire dont le numéro principal a été vérifié récemment. L'exploitant a également désigné un responsable inertage afin d'assurer la procédure en cas d'incendie.

→ Suite à ce constat, l'exploitant transmettra le rapport du prochain contrôle des colonnes sèches prévu le 10/02/2022. Il veillera à disposer de tous les rapports des contrôles périodiques

des installations de protection contre l'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** Aires de chargement et de déchargement

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/06/2009, article 1.2 du titre 3
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage.</p> <p>Des grilles sont mises en place sur les fosses de réception. La maille est déterminée de manière à retenir au mieux les corps étrangers.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement sont :  - soit suffisamment ventilées de manière à éviter la création d'une atmosphère explosive (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage ou de nuisance pour les milieux sensibles) ;  - soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration.</p> <p>Ces aires doivent être régulièrement nettoyées.</p> <p><b>Constats :</b> L'inspection a constaté la présence d'aires de chargement et de déchargement en dehors des capacités de stockage et situées en extérieur, une bonne ventilation s'exerce donc au niveau de ces aires. Celles-ci présentent des grilles permettant de retenir certains éléments étrangers. L'exploitant contrôle visuellement ces aires et inscrit ce contrôle à l'écrit. Le sol est nettoyé en fonction du besoin, parfois jusqu'à plusieurs fois par jour. Le auvent, quant à lui, est nettoyé une fois par an.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite